

et cependant refuser d'envisager l'éventualité de s'en servir.

Jamais démonstration plus éclatante n'a été faite de l'impossibilité, pour un socialiste, pour un parti socialiste, de gérer la société bourgeoise en refusant à l'avance de sortir de sa légalité.

L'issue révolutionnaire serait apparue non seulement comme désirable, mais l'UNIQUE possible, s'il n'y avait pas eu, au début de l'expérience, l'erreur d'orientation contre laquelle nous nous sommes dressés, à peu près seuls, dans le Parti et si au lieu de dirigeants qui sont exclusivement de grands parlementaires, nous avions forgé de véritables cadres révolutionnaires.

Et maintenant, qu'on le veuille ou non, une atteinte a été portée au crédit que nous avons mérité auprès des travailleurs, pourrions-nous le reconquérir? Cela dépen-

dra des militants à qui nous nous adressons. Notre Parti a devant lui deux voies et deux seulement : la violence et l'acuité de la crise du régime peuvent l'emporter comme tous les partis social-démocrates intimement liés au parlementarisme bourgeois : il peut s'effondrer sous les coups de l'ennemi de classe décidé à vaincre, lui, et refusant tout compromis.

Ou bien, au lieu d'éloigner les éléments combattifs de la classe ouvrière comme il est en train de le faire, il se ressaisira, prendra la tête du mouvement de masse et imposera ses volontés. Dans la mesure où il est encore temps, la rage au cœur à la pensée des occasions perdues, les poings serrés contre l'adversaire qui déjà triomphe avec insolence, mais avec une énergie farouche et sans faiblesse, nous nous emploierons à lui faire remonter la pente et rectifier son destin. M. P.

Où en sommes-nous ? Où allons-nous ?

RETROSPECTIVE

La bataille qu'on voulait éviter à tout prix s'est engagée...

...Mais sur l'initiative de l'ennemi.

Maintenant, des vocations de critique indépendante se découvrent subitement dans le Parti.

On se rend compte qu'on a en réalité « desservi » et « affaibli » le Parti en pratiquant un « conformisme absolu sans esprit critique », **sans examen libre, sans présenter des suggestions, sans élever des objections sur les points contestables de son action** » (J. Zyromski, 1936-37).

Oui!

Mais lorsque nous avons dit cela, nous, on nous a accusés de « tirer dans le dos des hommes que nous avons mis en avant », lorsque nous avons dénoncé l'erreur des mesures d'union sacrée, en novembre, l'illusion terrible des dispositifs de **paix sociale** en février, nous avons été l'objet d'un véritable agression politique : la circulaire 273; et personne, à ce moment,

n'a osé élever la voix, à la C.A.P. On a commencé à s'émouvoir longtemps après notre escalade du parapet; nous avons alors risqué d'être chassés du Parti, par une procédure d'exception agrémentée des pires calomnies et nous avons laissé les meilleurs des nôtres sur le terrain. Aujourd'hui, les premiers résultats de nos efforts apparaissent... une deuxième vague d'opposition à toute conception « participationniste vulgaire » se lève dans le Parti. Après une période de solidarité avec les mesures les plus contestables prises par le gouvernement pour rechercher « la pause », après s'être associée au moins par son silence (et quelquefois, pour certains de ses membres du Bureau fédéral de la Seine, avec une véritable complicité joyeuse) aux brimades et aux répressions qui ont frappé notre minorité, la Bataille Socialiste prend une autre allure.

Bien! C'est surtout à l'action personnelle de Jean Zyromski qu'il faut attribuer ce réveil.

Nous l'observons en toute objectivité, et en « réalistes ». Mais nous demanderons à nos camarades de nous aider à briser cette sorte de dictature bureaucratique étouffante qui pèse sur certaines fédérations ou certaines sections « monolithiques » d'où la libre discussion est totalement bannie... Nous leur demanderons de nous aider à imposer au parti des habitudes de libre recherche et de respect mutuel dont le prolétariat a besoin plus que jamais pour découvrir sa route.

DEMOCRATIE

Précisément, puisque nos aspirations vers l'unité organique totale sont convergentes, nous demandons qu'on soit fidèle à ses propres principes.

Puisqu'on met comme conditions à l'unité : la libre détermination du Parti par lui-même **et son indépendance à l'égard des gouvernements quels qu'ils soient**. Cela signifie qu'on osera traiter, à l'intérieur du Parti, **tous les problèmes**, qu'on ne considérera aucun sujet comme interdit, qu'on ne rusera pas, avec les difficultés, en les dissimulant aux militants. Cela signifie qu'on pourra examiner la dramatique évolution intérieure de l'U. R. S. S., les procès et les exécutions de Moscou (non pas en « trotskistes » ou en « staliniens », mais en socialistes révolutionnaires, regardant les choses en face). Cela signifie qu'on dira son avis sur le processus d'étranglement de la Révolution espagnole auquel des responsabilités « socialistes » sont plus ou moins directement associées à celles de la III^e Internationale. Cela signifie qu'on pourra discuter enfin des « dogmes » de la petite bourgeoisie nationaliste et pseudo-pacifiste qui sont à l'origine de notre carence sur le plan international **en tant que classe...** Et aussi qu'on regardera les socialistes internationalistes que nous sommes, qui rejettent la défense nationale, comme autre chose que des énergumènes ou des imbéciles... Oui! nous avons beaucoup à faire encore pour forger un véritable parti démocratique et **par suite** révolutionnaire.

Et nous jugerons à leurs actes ceux qui se contentent trop souvent de la phrase dans ce domaine, sans pouvoir se

débarrasser d'une mentalité autoritaire, dictatoriale et intolérante, ou encore de ces habiletés politiciennes destinées à piper les suffrages des militants en rédigeant des motions trompeuses sans avoir l'intention réelle de les appliquer.

Par exemple, on n'a pas respecté la volonté des militants à propos du retour au service à court terme, exigé par l'unanimité du Congrès de juin 36 et qu'on n'a défendu ni au gouvernement, ni à la Chambre, ni dans le pays. « L'indépendance à l'égard du gouvernement » aurait dû trouver là une excellente occasion de se manifester.

L'AGRESSION DE GUY LE NORMAND

Mais allez donc remplir le rôle progressif et de guide de la classe ouvrière qui devrait être celui du Parti avec des conceptions aussi étroites et une attitude aussi incompréhensive que celle du citoyen Guy Le Normand, porte-parole acerbe de la bureaucratie du Parti.

On a lu son « leader » du 17 juin : une attaque malhonnête contre nous, nous ne voulons le relever que pour préciser des divergences fondamentales, qui devront être liquidées, dans le Parti comme dans le mouvement ouvrier, soit par un effort de conscience des travailleurs, soit par la force des choses.

Nous ne nous sentons aucune disposition particulière à la polémique en ce moment, avec des camarades pourtant sans excuses. Notre seule ambition est de définir une ligne politique capable d'orienter le prolétariat vers le pouvoir.

Or l'état d'esprit de Guy Le Normand à l'égard d'une attitude critique est tout à fait singulier.

Ainsi, nous n'aurions pas le droit de « **blâmer** le gouvernement? » « Le droit de le blâmer, **donc de l'abattre** », écrit-il.

« Blâmer », c'est « abattre »?

Cela veut dire qu'il faut tout approuver, se taire sur les erreurs.

Et encore se taire ne peut pas être suffisant.

Il faut dorer la pilule aux militants! Il faut bluffer!

Quand on est amené à nommer Rist, Rueff, Baudoin pour surveiller Vincent Auriant et jouer à coup sûr contre nous, il faut